



----- Hôpital Pitié-Salpêtrière ----- 10 Déc. 2024

## **La seule issue favorable dans la crise politique : nous mobiliser pour imposer nos revendications !**

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

### **La course des petits chevaux pour Matignon**

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral.

Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

### **Les fausses solutions des directions syndicales**

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne » avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ».

Mais quel intérêt commun entre les patrons licenciés et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

### **Une seule solution : notre mobilisation !**

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale.

Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

**L'Âge de glace**

Certains médicaments se transportent exclusivement au froid. Mais comme la direction supprime des coursiers, seuls à avoir les glacières, ce sont aux infirmières d'aller chercher les médicaments... mais elles n'ont pas de glacières ! Heureusement que ces derniers temps, il faisait froid !

Mais si, au 21<sup>e</sup> siècle on doit compter sur la météo pour transporter les médicaments, on n'est pas rendus.

**L'Âge de glace 2**

L'hiver est de nouveau là et nos collègues de la sécurité sont toujours dans les guérites ou carrément dehors pendant des heures... sans chauffage !!! C'est intolérable. Comment passer 12 heures dans le froid, jour après jour après jour ?! La direction de l'hôpital en porte toute la responsabilité puisque c'est à elle d'installer des chauffages. TOUT DE SUITE.

**Un week-end aux Urgences de la Pitié**

Des patients qui affluent, des brancards qui manquent, des dynamaps qui ne fonctionnent pas, des patients qui restent 2 jours aux Urgences avec juste un petit déjeuner. Des soignants qu'on ne laisse pas prendre leurs repos s'ils ont déjà pris leurs congés, et qui pourtant restent calmes et pros au milieu de cris de patients psys qui atterrissent aux Urgences générales.

**4 aides-soignantes et 2 infirmières pour 28 patients... Et le week-end c'est encore pire !**

On n'est clairement pas assez nombreux dans les services. C'est critique depuis des années, mais là c'est vraiment un scandale. La direction n'a fait que diminuer les effectifs, et encore plus le week-end, en prétextant que ce serait pour qu'on soit davantage en congés pour nous laisser souffler. Quelle blague. Et en plus, elle s'est empressée de couper nos RH ! Il faut des embauches, d'urgence !

**Psychomots en colère**

La fac de santé de la Sorbonne, à la Pitié, a annoncé qu'elle allait fermer son école de psychomotriciens faute de moyens accordés par l'Etat. Cette école est la plus ancienne et importante de France, et accueille chaque année 150 étudiants. Ce métier a un rôle vital auprès des personnes atteintes de handicap. Malgré des courriers répétés aux différents ministres de la Santé, pas de financements. Une fois de plus, quelle que soit la composition des cabinets ministériels, la politique est toujours la même : des économies, quitte à aggraver l'accès aux soins.

**Paris : une nouvelle attaque contre la santé**

Le centre médical Stalingrad dépend de la Caisse régionale d'assurance maladie d'Île-de-France et est un maillon important du système de santé du quartier populaire du 19<sup>e</sup> arrondissement. Un projet prévoit la fermeture de plusieurs services de consultation, équivalant à 25 postes supprimés. Pour la population du quartier, c'est une catastrophe : ce centre est indispensable aux habitants. Ainsi, il est quasi impossible de trouver un kiné en libéral. Quant aux spécialistes, on n'en trouve plus, surtout en secteur 1. Non à la fermeture du centre médical Stalingrad !

**Déterminés : dans les Hautes-Pyrénées, en grève !**

Le personnel de l'hôpital de Lannemezan dans les Hautes-Pyrénées entame sa 5<sup>e</sup> semaine de grève. Avec 50% de grévistes tous services confondus, ils n'entendent reculer sur aucun sujet : recrutement médical et paramédical, moyens supplémentaires pour assurer leurs missions et préserver leur sécurité, notamment en psychiatrie où les agressions se sont multipliées. Depuis le début de la mobilisation, ils ont obtenu 4 postes d'infirmiers. La lutte paie !

**Syrie : l'extrême-droite pleure la chute d'el-Assad**

Alors que Marine Le Pen gardait un silence prudent sur le renversement du régime syrien, Bardella, le président du RN, présentait el-Assad comme un « rempart » contre le déferlement de centaines de milliers de Syriens vers l'Europe. Il appelle l'UE à « anticiper le risque d'un déferlement migratoire, où pourraient se glisser des terroristes islamistes ». Même chose chez Ciotti qui prédit « un chaos aux conséquences incalculables, notamment migratoires, pour l'Europe ». Sans évoquer les crimes épouvantables que les Assad, père et fils, ont commis contre leur peuple – et conduits à 6 millions d'exilés – et qui ont toujours été minimisés ou niés par l'extrême droite. La joie qu'ont manifestée nombre de Syriens, de l'intérieur comme de l'extérieur, à l'annonce de la chute du dictateur sanglant est compréhensible. Mais il est probable que les milices islamistes qui l'ont renversé mettront sur place un régime qui ne sera pas plus démocratique que le précédent. Pour cela il faudrait que le peuple syrien non seulement manifeste dans la rue mais mette sur pied les embryons d'un pouvoir véritablement populaire.

**Jedi dernier, 5 décembre, on était nombreux dans la rue contre les économies dans le public !**

Mardi dernier s'est tenue à la Pitié une Assemblée générale pour échanger entre nous sur le manque d'effectif, de moyens, de salaire, et pour s'organiser. Et nous étions nombreux à la manif : hospitaliers, profs, territoriaux, pompiers, culture... Et le 12 ça continue !

